

Inter Pares

B U L L E T I N

Vol. 21, N° 4, septembre 1999

Conserver notre jardin, protéger notre foyer

Une de nos coéquipières nous a raconté son voyage en compagnie de collègues péruviens dans les hauts-plateaux des Andes. Ils se déplaçaient en voiture lorsque les routes étaient praticables, sinon à pied à travers champs. Dans chaque communauté, elle était reçue comme une sœur, invitée à partager l'expérience et les plans des femmes à la chaleur du four de pierre. Au cours de chaque réunion, un repas était servi; on insistait pour qu'elle partage le ragoût et le pain et qu'elle goûte le dessert spécialement confectionné pour l'occasion.

Les membres de l'équipe d'Inter Pares ont tous vécu des expériences similaires : la générosité à fleur de peau de personnes qui, quelles que soient la modestie de leur logement ou la modicité de leurs ressources, sont prêtes à partager leur pain et à confier leur combat à un parfait étranger. Partout, dans chaque culture, le partage de la nourriture est le symbole de la solidarité sociale qui forge la communauté.

À l'échelle mondiale, la volonté de partager les bienfaits de la terre, même lorsque celle-ci est peu prodigue, ne relève pas seulement de la solidarité mais avant tout de la sécurité collective. Hier encore, la sécurité alimentaire était au cœur de tous les débats sur la justice mondiale. Le spectre de la famine et de la sous-alimentation chronique qui hante encore bien des esprits, au Nord comme au Sud, a déterminé l'établissement de plans et de politiques gouvernementaux. Tous les peuples du monde ont conscience des conséquences catastrophiques d'un bouleversement dans l'approvisionnement de produits alimentaires. Partout, gouvernements et régimes, toutes tendances idéologiques confondues, ont compris que leur survie dépend de la fourniture de quantités suffisantes de nourriture pour répondre aux besoins de base de la population.

Aujourd'hui, le discours triomphaliste sur les avantages de la mondialisation et l'intégration des marchés suppose de manière implicite et incontestée que l'objectif de la sécurité alimentaire a été atteint et que la nouvelle donne mondiale est bénéfique à tous. Certes, en voyant les

montagnes de produits maraîchers briller sur les étals des supermarchés, on est tenté de croire les chantages de la mondialisation. Mais, dans la réalité, ne profite de cette abondance que ceux qui ont accès aux supermarchés et qui, de surcroît, ont les moyens de profiter de l'éventail de produits offerts. Pour d'autres, point d'abondance! Bien au contraire, le choix que la plupart d'entre nous tiennent pour acquis est le résultat de bien des privations.

En fait, la fourniture mondiale de produits alimentaires est moins sûre que jamais, en dépit de la remarquable croissance de la production au cours des cinq dernières décennies. Certes, de nos jours, la production alimentaire est suffisante; dans bien des secteurs, on peut même constater une nette surproduction. Mais, cette production inégalée, qui ravage l'environnement et les moyens de subsistance, est l'expression des contradictions inhérentes à l'ordre alimentaire mondial qui menace tous les jours la sécurité alimentaire de la plupart des pauvres et nous menace tous à terme.

Les gains de productivité récents sont le résultat de la concentration et de l'intensification de la culture grâce au recours aux produits chimiques, à la manipulation génétique et à la monoculture. La perte de la biodiversité et les ravages sur l'environnement rendent tous les produits alimentaires de base vulnérables à la moindre calamité. L'effet dévastateur sur les moyens de subsistance et sur les connaissances agricoles traditionnelles est potentiellement plus désastreux encore. Des millions de petits cultivateurs dans le monde, y compris des dizaines de milliers d'agriculteurs au Canada, ont été chassés de leurs terres par la pression et la concurrence constantes du secteur agro-industriel. En jetant aux oubliettes des savoir-faire traditionnels et



Carolyn Luce

l'intendance ancestrale de la terre, nous laissons la sécurité alimentaire mondiale aux mains d'une clique de multinationales non imputables.

À l'ombre d'un ordre mondial dominé par la logique marchande et où les gouvernements ont renoncé à assurer un bien-être minimal aux populations et à maintenir les moyens de subsistance, la distribution des produits alimentaires obéit désormais aux mécanismes du marché. Cela signifie que ceux qui sont chassés du marché - au même titre que ceux qui n'y ont jamais été partie prenante - sont condamnés à avoir faim.

Cette évolution ne s'est toutefois pas produite sans susciter interrogations et critiques; un mouvement de résistance mondiale a vu le jour. C'est justement un des thèmes abordés autour du feu par notre collègue au Pérou : l'alimentation, les moyens de subsistance, l'influence des femmes sur l'environnement rural en pleine mutation, la préservation d'un droit de regard sur la fourniture des produits alimentaires de base et le maintien de l'esprit de solidarité qui imprègne les communautés rurales.

Dans ce numéro du *Bulletin*, nous abordons la question de la sécurité alimentaire dans la perspective des activités d'Inter Pares et de ses homologues.

Célébrer la biodiversité en assurant l'avenir

À notre grand étonnement, la pluie s'est mise à tomber, événement rare au Bangladesh durant la saison sèche. Cela ne pouvait qu'être de bon augure pour *Nayakrishi Andolon*, un mouvement national socio-politico-culturel regroupant plus de 20 000 fermiers, qui inaugurerait à cet instant sa troisième foire agricole annuelle appelée Mela. Pendant trois jours, hommes, femmes et enfants allaient célébrer leur détermination et leur succès dans la transformation de pratiques agricoles inéquitables et néfastes à l'environnement en moyens de subsistance producteurs, nourriciers et durables.

Les cultivateurs présents à la *Mela* ont érigé des dizaines de huttes de bambou sur un vaste terrain poussiéreux. Y étaient exposées 108 des 250 variétés de riz que les paysans du *Nayakrishi* cultivent, y compris des variétés inondables dont les racines peuvent s'étirer sur cinq mètres. Dans les cabanes, on pouvait aussi admirer d'autres produits, par exemple, vingt-quatre variétés de jaques, plus de cent de fèves et des aubergines dans toute une gamme de tailles et de nuances. Parmi tous ces étalages, le plus impressionnant était celui des produits non cultivés; dans cette hutte, les femmes donnaient des explications sur soixante et onze sortes de plantes comestibles dont elles cueillent les feuilles dans les champs, le long des routes et dans les plans d'eau des différentes zones écologiques du Bangladesh. Ces aliments sauvages sont un élément constitutif du régime alimentaire en milieu rural puisqu'ils aident les cultivateurs et leurs familles à répondre à leurs besoins nutritionnels et médicinaux essentiels.

Les paysans passaient d'une cabane à l'autre, s'exclamant devant ces découvertes. En entendant les poètes raconter l'histoire d'une terre riche en ressources naturelles, en écoutant les musiciens chanter les réalisations de *Nayakrishi Andolon*, en regardant les fermiers jouer à celui qui identifierait le plus grand nombre de variétés de riz, on prend la mesure de la vitalité de ce mouvement et du rôle qu'il joue pour inverser le rapport qui existe entre agriculture et « progrès ».

Au cours des trente dernières années, les cultivateurs du Bangladesh ont compris que l'agriculture moderne

axée sur les produits d'exportation, les variétés de semences à haut rendement, la monoculture et la mécanisation ne constitue pas un mode de production économique, social et culturel viable pour la majorité des populations rurales. Depuis l'abandon de la polyculture, le taux nutritionnel dans les campagnes a chuté. Tandis que la monoculture épuisait les sols, en absorbant tous leurs nutriments, et qu'elle limitait les capacités naturelles des écosystèmes à se défendre des nuisibles, les paysans en étaient réduits à investir dans des engrais chimiques coûteux et dans des pesticides de plus en plus toxiques.

Surendettement, vulnérabilité et dépendance économique couplés à la perte de contrôle de la production et à la disparition du savoir traditionnel sur la terre et les pratiques agricoles, voilà en quelques mots le « progrès » qu'a apporté l'agriculture moderne.

Il y a quelques années, une organisation homologue d'Inter Pares, UBINIG, a fait l'inventaire de ces pertes; elle s'est alliée à des fermiers pour explorer des modèles agricoles de substitution. Ensemble, ils ont recouvré des pratiques agricoles traditionnelles et encouragé l'innovation en plantant dans les champs une variété de légumes et d'herbes soigneusement sélectionnés pour permettre à la fois de répondre aux besoins nutritionnels des familles rurales et de restaurer les nutriments des sols. Ils ont réintroduit la plantation de fleurs et d'herbes pour lutter de manière naturelle

conscients que l'ordre commercial international et les accords commerciaux menacent leur sécurité. Il s'agit, par exemple, du danger que représente le projet d'Accord sur les droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC) que négocient actuellement 134 gouvernements au sein de l'Organisation mondiale du commerce. Cet accord prône la privatisation des ressources biologiques, plantes, animaux et micro-organismes, ce qui permettrait aux entreprises commerciales de s'arroger des monopoles légaux sur des innovations sur les plantes que les paysans ont développées au cours des siècles. La création de ces monopoles signifie, entre autres choses, que les paysans qui plantent des graines faisant l'objet d'une licence ne peuvent garder des semences pour les cultiver et les expérimenter à la saison suivante. Ces monopoles mettent donc les paysans à la merci des sociétés pour un apport régulier en semences mais aussi pour l'obtention d'intrants coûteux nécessaires au développement des pousses.

Pour UBINIG et pour les paysans du *Nayakrishi Andolon*, cet accord n'est ni juste ni équitable puisqu'il permet à des sociétés étrangères de récolter d'énormes bénéfices à partir des ressources biologiques nationales, de prétendre que le fruit des efforts des paysans est le leur et de détruire en toute impunité la biodiversité restante. En d'autres termes, l'ADPIC étend et agrandit les cycles de dépendance

En d'autres termes, l'ADPIC étend et agrandit les cycles de dépendance et de vulnérabilité qui se sont développés sur plusieurs décennies.

contre les nuisibles et ont utilisé le compost comme adjuvant aux engrais naturels.

L'un des éléments-clés de la stratégie d'UBINIG réside dans l'utilisation et la promotion des variétés de semences locales par la création de centres communautaires de graines où les semences sont identifiées, préservées et échangées. UBINIG a encouragé les efforts d'innovation et d'expérimentation des cultivateurs dans la recherche de variétés nouvelles et robustes et la connaissance de la terre et de ses ressources.

Certes, la *Mela* montre combien ces efforts ont été fructueux; elle révèle aussi à quel point les cultivateurs sont

et de vulnérabilité qui se sont développés sur plusieurs décennies.

UBINIG exprime les inquiétudes des paysans dans les forums régionaux et internationaux dans l'espoir de voir les gouvernements retirer leur appui à un tel accord. Pour les membres du *Nayakrishi Andolon*, garder la biodiversité entre les mains des paysans est une question de vie et de mort. C'est leur seul espoir d'une vie humaine aujourd'hui et d'un avenir viable pour leurs enfants. Leur joie et leur énergie débordantes ce jour-là au festival en étaient la preuve. Elles sont peut-être aussi le plus sûr garant de leur succès.

La pêche aux images



Dominic Morissette

deux activistes et photographes québécois à mettre sur pied une exposition itinérante qui a parcouru les provinces de l'Atlantique. Dominic Morissette et Catherine Pappas ont eu l'idée d'organiser une telle exposition lors d'un voyage en Inde réalisé quelques mois plus tôt. Ils avaient alors été frappés par les similitudes qui existent entre la situation des pêcheurs des deux continents.

La pêche et l'agriculture durables, la sécurité alimentaire, la gestion équitable des ressources naturelles sont pour Inter Pares des thèmes profondément enracinés dans des luttes politiques et économiques. En développant de nouvelles solidarités et en jetant des ponts entre les communautés d'ici et d'ailleurs, nous cherchons à construire des communautés solidaires et capables de résister à l'usurpation économique menée au nom de la mondialisation des marchés.

Pendant l'été 1998, Inter Pares a aidé

Intitulée «Histoires de pêches ou complainte des océans», la tournée visait à mieux faire connaître la situation des pêcheurs de l'Inde et l'impact de l'aquaculture et de l'élevage des crevettes sur les communautés côtières d'Asie. Cette tournée leur a permis de visiter plus d'une dizaine de communautés côtières du Nouveau-Brunswick, de la Nouvelle-Écosse et de Terre-Neuve.

Durant ces visites, ils ont non seulement présenté leur exposition photographique, mais également profité de l'occasion pour accompagner les pêcheurs

dans leurs activités quotidiennes. Ils ont aussi passé de nombreuses soirées à discuter avec les pêcheurs et les médias locaux. Au cours de ces conversations, l'épuisement des stocks, l'impact sur l'écologie marine d'une pêche industrielle excessive et la concentration de l'industrie aux mains de grandes entreprises sont ressortis comme des thèmes récurrents. Il en est de même des efforts acharnés des communautés côtières des deux continents qui luttent pour préserver l'industrie traditionnelle de la pêche afin d'assurer la survie de leurs communautés.

Depuis la tournée, leurs photos de l'Inde et du Canada ont été présentées à plusieurs occasions au Québec et durant la deuxième rencontre du *Forum mondial des pêcheurs, travailleurs et travailleuses de la pêche* qui a eu lieu à Ottawa en décembre 1998. Avec de nouvelles histoires et une multitude de photos à partager, Catherine et Dominic sont maintenant repartis en Inde.

Quant à Inter Pares, nous continuerons de collaborer avec ces deux activistes afin de tisser les mailles d'un nouveau filet de solidarité entre les communautés côtières qui luttent pour la survie de leur mode de vie mais aussi de leur culture et de leur identité.

De l'aide alimentaire à la sécurité alimentaire

De toutes les formes de coopération internationale, la plus controversée est sans doute l'aide alimentaire. Celle-ci, somme toute l'une des catégories les plus importantes de la coopération internationale, est à juste titre critiquée parce qu'elle crée une dépendance à l'égard des produits importés, qu'elle favorise les changements dans le régime alimentaire des populations bénéficiaires et qu'elle pousse le prix des produits alimentaires à la baisse de sorte que les producteurs locaux font banqueroute. Des programmes d'aide ayant de tels résultats menacent la sécurité alimentaire et les efforts des populations pour atteindre l'auto-suffisance.

Cependant, dans certaines situations, l'aide alimentaire est une importante forme d'assistance. Des calamités, inondations et sécheresses, ravagent parfois la production locale au point que la famine ne peut être évitée qu'au prix de l'importation à court terme de produits alimentaires. Des crises humanitaires qui se traduisent par des déplacements massifs de populations exigent aussi l'octroi

d'une telle aide.

La situation qui prévaut actuellement en Birmanie a toutes les caractéristiques d'une crise humanitaire. En raison d'une dictature militaire brutale et d'une guerre civile qui n'en finit plus, des centaines de milliers de personnes ont fui le pays. Plus de 112 000 réfugiés birmans reconnus officiellement vivent dans des camps de réfugiés en Thaïlande alors que près de 600 000 autres y vivent et travaillent clandestinement. Ils sont aussi des milliers à s'être réfugiés en Chine, en Inde et au Bangladesh.

Au cours des dernières années, Inter Pares a bénéficié de l'appui du Programme d'aide alimentaire de l'Agence canadienne pour le développement international afin de venir en aide aux réfugiés birmans vivant dans des camps en Thaïlande. Cette aide n'a toutefois pas pris la forme d'exportation d'aliments canadiens. Il s'agissait de dons en espèces qui servaient à l'achat de produits alimentaires locaux, riz, fèves, légumes, qui étaient livrés aux réfugiés par le *Burmese Border Consortium*, une coalition d'organismes humanitaires

basée en Thaïlande.

Dans une telle situation la nécessité de l'aide alimentaire et humanitaire s'impose et la forme qu'emprunte cette aide est appropriée. Par conséquent, les réfugiés peuvent consommer les produits qui conviennent à leur régime alimentaire. L'approche choisie permet aussi d'aider les producteurs et les marchés locaux, ce qui ne peut que contribuer à réduire les tensions qui existeraient entre les réfugiés et les communautés du pays d'accueil.

Pour le moment, il est nécessaire d'apporter une aide humanitaire internationale aux réfugiés birmans. À terme, il faudra régler la crise politique qui secoue la Birmanie. C'est pourquoi, alors qu'Inter Pares apporte une assistance alimentaire à court terme, elle accorde aussi son appui au mouvement démocratique birman. Celui-ci finira par remporter la bataille pour la liberté et la démocratie. Le nouveau régime démocratique qui s'installera dans le pays pourra s'intéresser aux besoins des citoyens, y compris celui de la sécurité alimentaire, et restaurer le tissu social de la Birmanie.

Des Canadiens dans le monde

Nettie Wiebe est l'ex-présidente du Syndicat national des cultivateurs et la représentante nord-américaine de Via Campesina, une coalition internationale d'organisations paysannes œuvrant pour influencer les politiques agricoles dans leurs pays respectifs et à l'échelle mondiale. En décembre 1998, Nettie a pris part à la réunion nationale de militants canadiens qui étudient le rôle de l'action citoyenne pour lutter contre les effets néfastes de la mondialisation.

Lorsque j'étais étudiante en Europe il y a de nombreuses années, j'avais pris l'habitude de voyager dans les charmants petits villages du continent. En Allemagne, en particulier, j'ai constaté que le centre du village était toujours occupé par la place du marché. Les activités économiques que nous entreprenons sont d'une manière ou d'une autre centrale à notre survie. C'est pourquoi la place du marché se trouve toujours au cœur du village. C'est pourquoi aussi - et nous devons nous en souvenir - autour de cette place fleurissent les bâtiments publics. Bien souvent, dans les villages les plus importants, on retrouve sur la place du marché l'église, l'hôtel de ville et autres bâtiments publics. Je pense que ce qu'il y a de plus pernicieux dans les accords commerciaux actuels réside dans la recherche d'une place du marché introuvable dans notre village planétaire. Car ce marché sévit sournoisement, imposant ses lois et sa logique partout.

...Là où je vis et où je travaille, la mondialisation considérée, d'abord et surtout, comme un phénomène limité au commerce, aux échanges de biens et de services et à l'argent, est dévastatrice. Elle ne fait pas seulement des ravages dans les campagnes de la Saskatchewan; partout au Canada, on assiste au démantèlement systématique du monde rural...

...[Nous] sommes de plus en plus vulnérables. C'est ça la crise agricole actuelle... Car on veut nous livrer, nous les petits et moyens producteurs, aux vicissitudes d'un marché mondial très incertain, très instable et, surtout, relativement féroce. On nous dit... que nous nous en sortons très bien sur les marchés mondiaux. Il suffit de regarder les chiffres... Nous avons doublé nos exportations vivrières au cours de la dernière décennie... Je dis bien « doublé »... Nous nous sommes parfaitement adaptés aux exigences du marché mondial, mais, dans l'intervalle, durant cette même décennie, les revenus agricoles nets ont stagné et ils sont maintenant en chute libre...

Il y a de moins en moins de fermiers. Alors, dans le secteur agricole, le village

planétaire s'est bâti sur la disparition pure et simple de villages entiers de nos campagnes. N'est-ce pas ironique? Il y a tellement d'agriculteurs qui n'ont pas réussi à joindre les deux bouts dans ce secteur agricole pourtant si prospère que nous ne représentons plus que 2,8 % de la population canadienne. Dans de nombreuses provinces, y compris la mienne, plus de la moitié des familles d'agriculteurs enregistrées assurent plus de la moitié de leur revenu grâce à des travaux autres que l'agriculture... Je dis et répète que si l'on s'imagine que le progrès du secteur agricole réside dans de plus grandes avancées technologiques, une capitalisation plus importante, plus d'investissements dans les cultures d'exportation, je peux vous assurer que sur les trois

points les résultats ont dépassé les espérances, mais qu'on n'en vit pas.

...On veut nous faire oublier à quel point nous dépendons les uns des autres. Parlant de citoyenneté mondiale, je pense que, si nous voulons être véritablement utiles, nous devons veiller à définir, reconnaître et apprécier notre interdépendance. Et celle-ci ne se limite pas à notre secteur d'activités, ou à notre pays; elle déborde les frontières sectorielles et nationales pour englober nos homologues partout au monde...

Solidarité n'est pas charité. Si elle exige parfois des actes charitables, elle s'en distingue nettement. La solidarité c'est œuvrer entre égaux, côte à côte, dans la reconnaissance de l'interdépendance de nos actions.

Appel à l'action : une plate-forme citoyenne pour la réforme de l'ordre économique mondial

Comme d'autres organisations dans le monde, Inter Pares a fait sien l'**Appel à l'action** lancé par Third World Network. Cet appel comporte huit principes pour la réforme de l'économie mondiale :

Participation publique : Les peuples doivent participer pleinement et entièrement aux processus décisionnels économiques, sur les plans national et international... Cela signifie avant tout, accès à l'information, accès au processus décisionnel et accès à la justice.

Démocratie : L'économie mondiale devrait renforcer plutôt que miner les capacités des gouvernements démocratiques de répondre aux besoins du public, depuis le plan local jusqu'au plan multilatéral. Les institutions et les négociations internationales doivent être caractérisées par une transparence totale et favoriser une participation publique pleine et entière.

Droits de la personne : Les règlements et institutions économiques internationaux ne doivent pas, à tout le moins, brader les droits fondamentaux énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l'Homme.

Durabilité : La protection de la santé humaine et la préservation des ressources naturelles et de la biodiversité exigent l'intégration des objectifs sociaux et économiques dans le cadre du respect de l'environnement. En règle générale, plus la source du capital et l'entité qui le gère sont proches des communautés locales, plus il y a de chances pour que le développement soit durable.

Développement ne signifie pas austérité : Les

politiques nationales et internationales devraient réduire la pauvreté, créer et maintenir les moyens de subsistance et favoriser le développement humain durable afin d'améliorer la qualité de vie de tous.

Équité : Le fossé qui sépare actuellement les riches des pauvres dans le monde et qui s'est élargi en raison du lourd fardeau de la dette qui pèse sur nombre de pays en développement est inacceptable. Agir comme s'il était un élément constitutif de l'économie internationale relève de l'inconscience. Les politiques nationales devraient être conçues de sorte à réduire les inégalités, donc à améliorer la santé et la cohésion sociale.

Stabilité financière : Un développement durable équitable exige la stabilité économique. La spéculation, facteur de déstabilisation, devrait être réglementée afin de limiter les cycles de croissance-décroissance et de réduire les impacts sociaux et environnementaux sévères des crises financières.

Bonne gouvernance et transparence : Pour qu'ils agissent en toute transparence, les gouvernements et les organisations intergouvernementales doivent rendre compte au public. De même, si les entreprises et les marchés doivent fonctionner dans le sens de l'intérêt de la société, il est alors nécessaire de mettre en place une réglementation efficace et des procédures transparentes.

Pour obtenir le texte intégral de l'Appel à l'action, en français, en anglais ou en espagnol veuillez vous adresser au TWN à <http://www.twinside.org.sg/> ou encore à Inter Pares.

La publication de ce Bulletin est subventionnée par l'Agence canadienne pour le développement international.

